

DEMANDE DE DEVIS (« DDD »)

DDD 2021-3089

1. Titre

Licences Azure

2. Introduction

La Société d'assurance-dépôts du Canada (« SADC ») doit obtenir des licences Azure, selon la description de l'annexe A (Énoncé de travail).

La SADC est une société d'État dont l'administration centrale se trouve à Ottawa. Elle a pour mandat de fournir une assurance contre les risques de perte totale ou partielle de dépôts et d'encourager la stabilité du système financier canadien, à l'avantage des personnes qui détiennent des dépôts auprès de ses institutions membres et de manière à réduire le plus possible les risques de pertes pour elle-même. Elle est en outre l'autorité de règlement de ses institutions membres.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la SADC, veuillez consulter son site Web à l'adresse suivante : www.sadc.ca.

3. Accords commerciaux

La présente demande de devis est faite conformément aux accords commerciaux suivants :

Accord de libre-échange canadien (ALEC)
Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE)

4. Sommaire des dates et des termes définis dans la DDD

Les termes ci-dessous utilisés dans la présente demande de devis s'entendent comme suit :

Date de publication :	6 avril 2021
Date limite pour les devis :	20 avril 2021, 12 h heure d'Ottawa
Période de validité des devis :	90 jours à partir de la date limite applicable aux devis
Adresse de livraison des devis :	procurement@sadc.ca
Personne-conseil SADC, Approvisionnement et contrats :	Sara Kruyk

5. Annexes et formulaires inclus

Outre la partie principale de la présente demande de devis, les annexes et les documents suivants sont inclus à titre de référence pour les éléments suivants :

Exigences relatives aux biens et services demandés :	Voir <u>l'annexe A</u> (Énoncé de travail)
Formulaires requis :	Voir la partie principale de la présente DDD et <u>l'annexe B</u> (Formulaires requis). • Formulaire E-1 – Offre financière
Durée de l'entente :	Deux (2) ans

- 6. Livraison des devis**
1. Les devis doivent être reçus à l'adresse de livraison des devis au plus tard à la date limite de soumission des devis. L'heure de réception est confirmée par un représentant autorisé de la SADC. Il incombe aux soumissionnaires de s'assurer que le devis parvienne à l'adresse de livraison des devis avant la date limite de soumission des devis. Pour les devis reçus par courriel, l'heure de livraison sera l'heure à laquelle le courriel est reçu dans la boîte de réception fournie comme adresse de livraison des devis.
 2. Les devis reçus après la date limite de soumission des devis seront considérés comme non conformes et retournés à l'expéditeur. La SADC peut, à sa seule et entière discrétion, accepter un devis livré à l'adresse de livraison des devis après la date limite de soumission des devis si elle juge que cela sert ses intérêts et si le soumissionnaire démontre, à la satisfaction de la SADC, que le devis :
 - i) aurait été livré à l'adresse susmentionnée au plus tard à la date limite de soumission des devis s'il ne s'était pas produit des circonstances indépendantes de la volonté du soumissionnaire
 - ii) ne conférerait pas un avantage substantiel au soumissionnaire s'il est accepté par la SADC.
 3. La SADC n'acceptera que les devis soumis à l'adresse de livraison des devis indiquée à la première page de la présente demande de devis. Les devis présentés par un autre moyen ou à tout autre lieu physique (le cas échéant) seront considérés par la SADC comme non conformes et rejetés.
 4. Les soumissionnaires peuvent, par écrit, annuler un devis et en présenter un nouveau à tout moment avant la date limite de soumission des devis. Les soumissionnaires peuvent, par écrit, annuler un devis à tout moment (même après la date limite de soumission des devis).
-
- 7. Mode de présentation des devis**
- Les devis doivent être soumis en anglaise ou en français, au format Adobe Reader (.pdf), à la boîte aux lettres électronique procurement@sadc.ca.
- Il est possible que le devis ne parvienne pas à la SADC en raison de la taille du fichier. La SADC peut recevoir des fichiers d'une taille maximale de 20 Mo. Il est fortement recommandé aux soumissionnaires de communiquer avec la personne-conseil, Approvisionnement et contrats, par courriel séparé adressé à procurement@sadc.ca, pour l'informer qu'ils ont envoyé leur devis et pour s'en faire confirmer la réception par la SADC.
-
- 8. Documents requis**
1. Les soumissionnaires devraient joindre à leur devis tous les formulaires joints à [l'annexe B](#) (Formulaires requis).
 2. Lorsqu'un soumissionnaire omet de joindre un ou plusieurs des formulaires indiqués à l'annexe B (Formulaires requis) à son devis, la SADC peut, à sa seule et entière discrétion (à condition de traiter tous les soumissionnaires de façon égale) :
 - i) demander à ce que ces documents soient transmis à la SADC, dans un délai prescrit qu'elle juge satisfaisant
 - ii) rejeter ou refuser d'examiner tout devis d'un soumissionnaire ne satisfaisant pas à sa demande.
-

9. Évaluation et sélection

Les devis seront évalués selon l'offre la moins disante.

Les soumissionnaires retenus se verront informer de leur sélection par courriel, envoyé à l'adresse donnée dans le formulaire E-1 – Offre financière.

Après l'attribution d'une ou de plusieurs ententes visées par la présente demande de devis, la SADC informera les soumissionnaires non retenus des résultats.

10. Droits réservés de la SADC

Nonobstant toute indication contraire dans la présente demande de devis, la SADC se réserve le droit, à sa seule et entière discrétion, d'exercer l'un ou l'ensemble des droits suivants, individuellement ou conjointement :

1. Évaluer ou accepter un ou plusieurs devis :
 - i) qui, à la seule et entière discrétion de la SADC, satisfont en grande partie aux exigences de la présente demande de devis ;
 - ii) en totalité ou en partie, sans négociation.
2. Entamer des négociations :
 - i) avec l'un ou l'ensemble des soumissionnaires sur l'un ou sur l'ensemble des aspects d'un devis, afin de s'assurer que les besoins opérationnels de la SADC sont respectés et de garantir le meilleur rapport qualité-prix ;
 - ii) avec l'un ou l'ensemble des soumissionnaires, ou toute personne ou entité potentielle capable de fournir les services demandés, mais qui n'ont pas soumis de devis en réponse à la présente demande de devis, dans l'éventualité, à la seule et entière discrétion de la SADC, où aucun devis ne satisfait aux exigences de la présente demande de devis ;
 - iii) avec les soumissionnaires ex æquo en cas d'égalité entre au moins deux soumissionnaires.
3. Amorcer un processus de meilleure offre finale :
 - i) avec l'un ou l'ensemble des soumissionnaires dans le cadre duquel on invite ceux-ci à réviser leur offre financière si la SADC le juge approprié, à sa seule et entière discrétion.
4. Annuler, modifier, re publier ou suspendre :
 - i) tout aspect de la présente demande de devis, en partie ou en totalité, à tout moment et pour quelque raison que ce soit ;
 - ii) le calendrier de la demande de devis, notamment la date limite de soumission des devis indiquée ci-dessus, ainsi que toute autre date ou activité mentionnées dans la présente demande de devis, en totalité ou en partie, en tout temps, pour quelque raison que ce soit ;
 - iii) la présente demande de devis sous sa forme actuelle ou sous une forme modifiée en invitant uniquement les soumissionnaires qui ont déjà présenté un devis en réponse à la présente demande de devis à soumettre de nouveau un devis, dans la mesure où la SADC juge que cela est dans ses intérêts, à sa seule et entière discrétion.
5. Chercher à clarifier, valider ou prendre en compte :
 - i) de façon indépendante ou avec l'aide du soumissionnaire l'un ou l'ensemble des renseignements fournis par le soumissionnaire relativement à la présente

demande de devis et, à cette fin, divulguer l'un ou l'ensemble des renseignements fournis par le soumissionnaire à un tiers, sous réserve que le tiers en question garantisse la confidentialité des renseignements de la SADC.

6. Rejeter ou refuser d'examiner tout devis :

- i) qui, à la seule et entière discrétion de la SADC, ne satisfait pas aux exigences la présente demande de devis pour quelque motif que ce soit ;
- ii) contenant des renseignements erronés, trompeurs ou déformés ;
- iii) si un élément cause ou est susceptible de causer, selon l'avis de la SADC, un conflit d'intérêts découlant de la sélection d'un devis ;
- iv) d'un soumissionnaire qui s'entend avec un ou plusieurs autres soumissionnaires lors de la préparation de tout devis ;
- v) d'un soumissionnaire qui ne clarifie ni ne confirme les renseignements indiqués à la demande de la SADC, ou qui ne fournit pas les documents exacts et complets exigés par la SADC ;
- vi) d'un soumissionnaire à l'endroit duquel le gouvernement du Canada a imposé des sanctions économiques ;
- vii) d'un soumissionnaire avec lequel la SADC a mis fin à une entente pour quelque raison que ce soit ;
- viii) d'un soumissionnaire qui n'a pas la capacité de passer des ententes avec la SADC ou Sa Majesté, ou les deux ;
- ix) si la SADC juge, à sa seule et entière discrétion, que cela est nécessaire pour protéger les intérêts du Canada en matière de sécurité, ou si le soumissionnaire n'a pas le droit de recevoir un avantage en vertu d'une entente entre Sa Majesté et toute autre personne en vertu du paragraphe 750(3) du *Code criminel du Canada*.

7. Conclure :

- i) une ou plusieurs ententes en rapport avec la présente demande de devis.

8. Faire abstraction :

- i) d'irrégularités, de vices de forme, de non-conformité ou non-respect, d'omissions et de défauts de tout devis qui, selon l'avis de la SADC, n'ont aucune incidence sur la capacité du soumissionnaire à fournir les biens et les services requis au titre la présente demande de devis.

L'exercice de l'un des droits susmentionnés ou de tout droit subsidiaire de la SADC ne sera pas réputé constituer une renonciation et ne restreindra pas l'exercice de tout autre droit par la SADC.

11. Limitation de responsabilité

1. En soumettant leur devis, les soumissionnaires prennent acte du présent article 11 et en acceptent les dispositions.
2. Les soumissionnaires reconnaissent et conviennent qu'en aucune circonstance la SADC, ses employés, ses administrateurs, ses directeurs, ses experts-conseils et ses conseillers ne peuvent être tenus responsables :
 - i) des dommages, notamment directs, indirects, consécutifs, accessoires, généraux, spéciaux ou exemplaires, des pertes économiques, des manques à gagner, des occasions ratées, des dépenses, des coûts et de toute autre perte, liés à la participation des soumissionnaires à la présente demande de devis, ou de toute action, omission ou erreur, dont une négligence de la part de la SADC,

- de ses employés, de ses administrateurs, de ses dirigeants, de ses experts-conseils et de ses conseillers ;
- ii) des actions des soumissionnaires en lien avec la SADC, un autre soumissionnaire ou une tierce partie, lors de la réception et de la préparation de la réponse à la présente demande de devis.

3. Sans limiter ce qui précède, les dépenses et les frais engagés par les soumissionnaires relativement à la présente demande de devis, notamment pour la préparation, la soumission ou l'évaluation des devis, la transmission de renseignements à la SADC ou à son représentant autorisé afin de déterminer la capacité technique, financière ou la capacité de gestion des soumissionnaires, les frais de déplacement et autres frais engagés à l'étape de la présentation, de même que la réalisation des conditions préalables à toute entente avec la SADC pour fournir les biens et les services requis au titre de la présente demande de devis, incombent aux soumissionnaires et ne peuvent être imputés à la SADC d'aucune façon.
4. Sans limite de droits, la SADC peut se réserver le droit, ailleurs dans la présente demande de devis ou en vertu de la loi, à sa seule et entière discrétion, d'exercer toute discrétion en vertu de la présente demande de devis, sans aucune obligation ou responsabilité envers les soumissionnaires.
5. Si un tribunal ou un tribunal de commerce compétent détermine qu'un soumissionnaire a droit à un dédommagement à la suite de sa participation à la présente demande de devis ou d'actions de la SADC, de ses employés, administrateurs, dirigeants, experts-conseils ou conseillers en lien avec la présente demande de devis, y compris, sans toutefois s'y limiter, tout exercice de la seule et entière discrétion de la SADC, les soumissionnaires reconnaissent et conviennent expressément, en soumettant un devis, que le dédommagement total maximum notamment (sans toutefois s'y limiter) de l'ensemble des dommages, pertes économiques, manques à gagner, occasions ratées, dépenses, coûts et autres pertes, individuellement ou collectivement, est limité à mille dollars (1 000,00 \$ CAD).

12. Lois applicables

La présente demande de devis est régie par les lois en vigueur dans la province de l'Ontario, au Canada, et interprétée en fonction de celles-ci. Les tribunaux de l'Ontario auront compétence exclusive d'entendre tous les différends liés à la présente demande de devis, sous réserve de ce qui relève du Tribunal canadien du commerce extérieur.

13. Ententes résultantes

La SADC entend conclure une entente, qui inclura les exigences formulées dans l'énoncé de travail. Les soumissionnaires joindront une copie de leur contrat de licence à leur devis.

14. Avis de non-responsabilité

LA SADC ne garantit en rien l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information fournie en lien avec la présente demande de devis et rejette toute responsabilité concernant les déclarations, les garanties et les conditions exprimées ou implicites liées à la présente demande de devis. Les soumissionnaires devraient mener leur propre enquête, faire leurs propres prévisions et tirer leurs propres conclusions. Ils devraient consulter leurs propres conseillers pour vérifier de leur côté l'information publiée dans la présente demande de devis et obtenir les renseignements complémentaires nécessaires avant de présenter un devis.

15. Sans condition ou hypothèse	Tous les prix contenus dans l'offre financière doivent être fixes et ne sont pas appelés à changer après la conclusion d'une entente en raison de conditions ou d'hypothèses incorrectes faites par le soumissionnaire, peu importe si ces conditions ou hypothèses sont énoncées dans le devis du soumissionnaire. Si un soumissionnaire a besoin de renseignements supplémentaires pour fournir des prix fixes, il devrait demander des éclaircissements à la SADC.
16. Généralités	<ol style="list-style-type: none"> 1. En cas de divergence, d'incompatibilité ou de contradiction entre les versions française et anglaise de la présente demande de devis ou de tout document connexe, la version anglaise aura préséance. 2. La SADC ne formule aucune garantie quant à la valeur ou au volume des travaux attribués au candidat retenu, le cas échéant. L'entente signée par le candidat sélectionné ne peut être interprétée comme étant une entente exclusive à l'égard des biens et services. La SADC peut conclure d'autres ententes avec des tiers pour la prestation de biens et de services identiques ou semblables à ceux décrits dans la présente demande de devis, ou peut obtenir des biens ou des services identiques ou semblables auprès de sources internes. 3. La SADC accepte de préserver le caractère confidentiel de tous les renseignements contenus dans un devis portant clairement la mention « confidentiel ». En dépit de ce qui précède, en soumettant un devis, un soumissionnaire reconnaît que la SADC est assujettie à la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> (Canada), modifiée de temps à autre, et, qu'en conséquence elle peut être tenue de divulguer certains renseignements contenus dans ses dossiers en réponse à une demande d'accès à l'information. 4. La SADC exige que toutes les personnes qui fournissent des services ou effectuent du travail pour le compte de la SADC prennent les dispositions nécessaires pour éviter toute situation de conflit d'intérêts. Par conflit d'intérêts, on entend notamment toute situation où un soumissionnaire bénéficie ou peut bénéficier d'un avantage indu, ou une situation dans laquelle d'autres engagements, relations ou intérêts pourraient compromettre ou sembler compromettre la capacité du soumissionnaire de s'acquitter de ses obligations envers la SADC. Dans l'éventualité où un soumissionnaire pourrait être en conflit d'intérêts, celui-ci doit joindre à son devis une description de toute situation de conflit d'intérêts. 5. Si la SADC est d'avis qu'un soumissionnaire est en situation de conflit d'intérêts, elle peut rejeter le devis qu'il a soumis ou résilier toute entente conclue avec ce dernier à la suite de la présente demande de devis.
17. La présente ne constitue pas une invitation à soumissionner ; aucun contrat A ou B n'est formé	<p>La présente demande de devis ne constitue pas une offre visant à conclure une entente de soumission (souvent appelé « contrat A ») ou une entente pour acquérir des biens et des services du fournisseur (souvent appelé « contrat B »). Ni la présente demande de devis ni les devis des soumissionnaires ne confèrent d'obligations ou de droits contractuels quels qu'ils soient à la SADC ou aux soumissionnaires, sauf en ce qui a trait à la limitation de la responsabilité.</p> <p>Les soumissionnaires peuvent révoquer leur devis. Cependant, la SADC n'est pas tenue de continuer d'évaluer ou de prendre en considération les devis que les soumissionnaires cherchent à modifier après la date limite de soumission des devis (notamment toute modification du prix défavorable pour la SADC). Les devis et les renseignements connexes au sujet des soumissionnaires seront examinés à l'étape de</p>

l'évaluation des devis ; les renseignements trompeurs ou incomplets, y compris les renseignements ou le prix qui ont été supprimés du devis ou modifiés, pourraient avoir une incidence défavorable sur l'évaluation (ou mener la SADC à revoir l'évaluation) et mener au rejet du devis (à la seule discrétion de la SADC).

[FIN DE LA DDD PRINCIPAL]

Annexe A

Énoncé de travail

La SADC veut obtenir un prix fixe, ferme, tout compris pour un contrat de licence/d'abonnements de 3 ans (qui pourra être reconduit pour un maximum de deux ans, à la discrétion de la SADC) à l'égard des produits suivants :

1. Locataire Azure AD (répertoire)
2. Deux (2) abonnements Azure : (un (1) environnement d'essai, un (1) de production), jusqu'à un maximum de cinq (5) (un (1) environnement de production, quatre (4) environnements d'essai)
3. Soutien Standard Azure - <https://azure.microsoft.com/fr-ca/support/plans/>

Les services inclus dans les abonnements seront facturés à la carte. D'autres services pourraient s'avérer nécessaires, notamment :

- Réseaux virtuels
- Application Gateways
- Machines virtuelles
- Fonctions Azure
- Data Factories
- Services de gestion des API
- Azure Kubernetes Service
- Event Grid
- Databricks
- Synapse Analytics
- Storage Accounts
- ExpressRoute
- VPN Gateway
- Service de sauvegarde
- Azure Advisor
- Azure DevOps
- Azure Monitor

[FIN DE L'ANNEXE A (ÉNONCÉ DE TRAVAIL)]

Annexe B
Formulaires requis

Formulaire E-1
Offre financière

(à joindre à l'offre financière)

OFFRE FINANCIÈRE

NOM DU SOUMISSIONNAIRE : _____

ADRESSE : _____

NOM DE LA PERSONNE-RESSOURCE : _____

TÉLÉPHONE : _____

COURRIEL : _____

SERVICES : **LICENCES AZURE**

Le soussigné (ci-après le « soumissionnaire ») est autorisé à vendre des licences Azure et offre par la présente d'exécuter et de fournir les services demandés à l'endroit et de la façon établis conformément aux documents précisés dans la demande de devis et à tout autre document ou tout autre renseignement soumis dans le cadre de son offre technique, et ce, aux prix indiqués dans les présentes.

1. Renseignements sur le lieu de résidence

- 1.1 Soumissionnaire résident du Canada aux fins de l'impôt sur le revenu ☐
1.2 Soumissionnaire non-résident du Canada aux fins de l'impôt sur le revenu ☐

Si l'information n'est pas précisée, le soumissionnaire sera réputé avoir déclaré et garanti qu'il est un résident du Canada aux fins de l'impôt.

En signant le présent formulaire, le soumissionnaire déclare que les informations données ci-dessus sont exactes.

Signature

Date

Nom en caractères d'imprimerie

Titre

LES OFFRES QUI NE CONTIENNENT PAS LA DOCUMENTATION DEMANDÉE POURRONT ÊTRE CONSIDÉRÉS COMME NON CONFORMES.

[FIN DE L'ANNEXE B (FORMULAIRES REQUIS)]